



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS/109

A R R E T E

n° 2 0 0 6 - 1 5 0 - 3 du 3 0 MAI 2006

**portant autorisation d'occupation temporaire en vue de l'exécution de travaux
d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à
WINTZENHEIM**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel et plus particulièrement les textes réglementant la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs ;
 - VU** le Code Pénal et notamment ses articles 438 et R 26 ;
 - VU** la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée par le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et notamment l'article 1er ;
 - VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 512-7 et L 514-1, ainsi que le Titre IV du Livre V relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
 - VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 ;
 - VU** la lettre du Ministre de l'Environnement du 7 décembre 2005 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) l'exécution d'office des travaux de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit et à la périphérie du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM pour une période de 3 ans ;
 - VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-101-4 du 11 avril 2006 chargeant l'ADEME d'exécuter ou de faire exécuter des travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Sté PCUK à WINTZENHEIM ;
 - VU** le plan et l'état parcellaire annexés ;
- CONSIDÉRANT** que les produits et déchets stockés sur le site portent atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;
- CONSIDÉRANT** que le dépôt de déchets de lindane provenant de la société PCUK, situé à WINTZENHEIM, porte atteinte au milieu naturel et qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que la présence de certaines formes de végétation spontanée qui se développent sur le sol surplombant l'ouvrage de confinement est susceptible de remettre en cause son étanchéité et qu'il est urgent de remédier à cette situation ;

CONSIDERANT la nécessité et l'urgence de poursuivre la surveillance du réseau piézométrique afin de pouvoir valider les conclusions des études réalisées par Hydro-Invest et Tauw Environnement ;

CONSIDERANT que la société PCUK n'a pas réalisé les travaux de mise en place et d'exploitation d'un réseau piézométrique ;

CONSIDERANT que la propriétaire des terrains concernés n'est pas financièrement en mesure de procéder aux travaux d'entretien demandés par la convention susvisés ;

CONSIDERANT la lettre du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable du 7 décembre 2005 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais de l'exploitant, la réalisation des travaux et des contrôles précités sur une période de trois ans ;

CONSIDÉRANT le caractère d'intérêt général des opérations projetées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRETE

ARTICLE 1ER

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ainsi que ceux des entreprises accréditées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux de réhabilitation du site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM, appartenant aux personnes dont les noms figurent en annexe du présent arrêté, sont autorisés en tant que de besoin, et sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux définis par l'arrêté préfectoral susvisé et impliquant les opérations suivantes :

- Réalisation d'une campagne d'analyses mensuelle de la qualité des eaux souterraines prélevées dans les 12 ouvrages suivants : 342-6-224, 342-6-234, 342-6-235, 342-6-236, 342-6-94, 342-6-78, 342-6-187, 342-6-250, 342-6-251, Dornig1, Dornig2, 342-6-260
- Réalisation d'une campagne d'analyses semestrielle de la qualité des eaux souterraines prélevées dans les 4 ouvrages suivants : 342-6-196, 342-6-261, 342-6-259, Octroi
- Réalisation de travaux de débroussaillage qui seront réalisés deux fois par an pendant une période de trois ans

A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

ARTICLE 2

Les travaux ci-dessus seront effectués sur les terrains portant les numéros 107 à 118, d'après le cadastre de la commune. Un plan est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

Les propriétaires ou locataires des parcelles devront suspendre tous les travaux de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er} prescrits par l'ADEME.

ARTICLE 4

Un état des lieux, avant et après les travaux, faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion de la réalisation fautive des travaux seront à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

ARTICLE 5

Chacun des responsables chargés des travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Lesdits responsables ne pourront pénétrer sur les terrains concernés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

ARTICLE 6

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date d'application.

La présente autorisation couvre la durée des travaux prescrits et ce au maximum pendant une période de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, jusqu'à fin février 2009.

L'occupation temporaire nécessaire à l'exécution des travaux publics ne pourra excéder cinq ans.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de la commune de WINTZENHEIM, qui adressera à la Préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur de l'ADEME et le Maire de WINTZENHEIM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera également :

- notifiée, par les soins de M. le Maire de WINTZENHEIM, aux propriétaires concernés, par lettre recommandée avec accusé de réception
- transmise à

M. le Trésorier Payeur Général du Haut-Rhin

M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Fait à COLMAR, le 30 MAI 2006

Pour le Préfet,
Le Préfet délégué,
Le Secrétaire Général

Bernard ROUDIL

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

